

NIGERIA-Troubles-Jihadisme

21 lycéennes de Chibok libérées par le groupe jihadiste Boko Haram

AFP
(LAGOS/Nigéria)

Vingt-et-une lycéennes de Chibok, enlevées par le groupe jihadiste nigérian Boko Haram il y a plus de deux ans, ont été libérées par leurs ravisseurs jeudi, a affirmé la présidence. Les jeunes filles ont été "échangées contre 4 prisonniers de Boko Haram ce matin", dans la région de Banki (frontière du Cameroun), a indiqué une source locale à l'AFP. "Les filles ont été amenées à Kumshe, à 15 km de Banki (...) vers 3h du matin. Les 4 combattants de Boko Haram sont arrivés à Banki depuis Maiduguri dans un hélicoptère de l'armée, et ont été conduits à Kumshe dans des véhicules du CICR (Comité International de la Croix Rouge)", a rapporté cette source proche du dossier. Les jeunes filles ont ensuite été emmenées à Maiduguri, capitale du Borno,

par hélicoptère, mais selon les autorités locales, elles seraient actuellement en route pour la capitale administrative Abuja. Garba Shehu, porte-parole de la présidence, a confirmé la libération, "facilitée par le CICR et gouvernement suisse" dans un communiqué, sans toutefois évoquer un quelconque échange de prisonniers. Le CICR n'a pas souhaité commenter cette information, mais pour les experts de la région, la Croix Rouge est un "interlocuteur très crédible de la région", et ce choix de partenariat n'est pas une surprise. "Le président Muhammadu Buhari se félicite de la libération des filles, mais rappelle aux Nigériens que plus de 30.000 citoyens ont été tués par le terrorisme" de Boko Haram, ajoute le communiqué précisant que les noms des jeunes filles libérées seraient bientôt dévoilés. Le mouvement Bring Back Our Girls - qui lutte pour la libération de plus de 200

jeunes filles de Chibok kidnappées en avril 2014 alors qu'elles passaient leur examen -, a déclaré attendre la confirmation de leur identité. Parmi les 276 lycéennes enlevées par Boko Haram le 14 avril 2014, 57 avaient réussi à s'échapper juste après le rapt, et l'une d'elles a été retrouvée par l'armée au mois de mai. Relayé par les médias du monde entier, ce kidnapping de masse a provoqué une vague d'indignation mondiale, jusqu'à la Maison Blanche de Washington, où Michelle Obama avait brandi une pancarte avec le hashtag #Bringbackourgirls ("ramenez-nous nos filles"), relayé sur Twitter. - L'armée "muette" - Début août, un grand nombre d'entre elles étaient apparues dans une vidéo postée par leurs ravisseurs sur YouTube, après des mois de silence et d'interrogations sur leur état de santé. Le chef du mouvement, Abubakar Shekau, venait

juste d'être démis de ses fonctions par l'Etat Islamique -auquel Boko Haram a prêté allégeance en mars 2015- et souhaitait montrer ainsi qu'il contrôle encore "la monnaie d'échange du groupe", selon Yan St Pierre, directeur de Modern Security Consulting Group. Shekau répétait alors qu'elles avaient été mariées à ses combattants et qu'un grand nombre d'entre elles avaient été tuées dans des raids de l'armée. Il avait également déclaré que des lycéennes chrétiennes enlevées avaient été converties de force à l'islam. A la mi-septembre, le gouvernement nigérian avait reconnu que des négociations avec le groupe jihadiste pour la libération des lycéennes avaient échoué à trois reprises, Boko Haram n'ayant jamais finalisé les échanges. Pour M. St Pierre, cet échange "montre que Boko Haram a besoin de ressources, humaines ou financières (...) mais le petit nombre de

filles libérées indique que leur prix est élevé et que le groupe doit garder des atouts dans sa poche". Le consultant anti-terroriste remarque que l'armée nigérienne n'a toujours pas commenté non plus cette libération: "elle est muette, c'est à se demander si cela a été fait avec leur consentement". L'armée nigérienne mène depuis début octobre des raids aériens sur la forêt de Chibok, fief du groupe, et de sa faction conduite par le leader Abubakar Shekau. "Espérons que ce soit le début des négociations pour trouver un terme à l'insurrection", explique Ryan Cummings, directeur de Signal Risk. Mais l'attentat perpétré mercredi dans une gare routière de Maiduguri - 8 morts et une quinzaine de blessés - a démontré que Boko Haram ou du moins certaines de ses factions, n'est pas décidé à y mettre fin.

L'Afrique en bref

•MALI-Jihadistes-Défense Six soldats français ont été légèrement blessés dimanche dans la région d'Abeïbara au nord du Mali par une mine ou un engin explosif artisanal (IED), a annoncé jeudi le porte-parole des armées, le colonel Patrik Steiger. "Deux véhicules blindés ont sauté (sur) ou déclenché (...) un IED ou une mine. Il y a eu six soldats légèrement blessés", a-t-il déclaré lors du point de presse hebdomadaire de la Défense. "Ils ont été pris en charge. Leur bilan est aujourd'hui rassurant", a ajouté le porte-parole du ministère de la Défense, Valérie Lecasble, sans plus de précisions.

•ALGÉRIE-Violences-Islamistes Deux "dangereux" islamistes ont été tués jeudi en Algérie, au cours d'une opération de l'armée dans la région de Skikda (470 km à l'est d'Alger), a annoncé le ministère de la Défense. Ils ont été abattus à Oued Zhour, a-t-on précisé de même source, précisant que des fusils de type kalachnikov et des munitions avaient été saisis. Selon des médias algériens, l'un d'eux, Saddek Habbach, dit Abou Doujana, était l'émir pour l'est de l'Algérie de Jund al-Khilafa (Les soldats du califat).

A travers le monde

•FRANCE-Santé-Politique L'ancien président français Jacques Chirac, 83 ans, a quitté jeudi l'hôpital parisien où il était soigné depuis le 18 septembre pour une "infection pulmonaire" et va poursuivre sa convalescence chez lui, a annoncé à l'AFP sa famille. Jacques Chirac avait été hospitalisé après être rentré de façon anticipée du Maroc où il séjournait avec son épouse Bernadette, sur avis des médecins. "Il a quitté aujourd'hui l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière pour son domicile" parisien, a déclaré jeudi son gendre Frédéric Salat-Baroux.

•ISRAËL-Arabes-Jihadistes La sécurité intérieure israélienne (Shin Beth) a annoncé jeudi l'arrestation de trois Arabes israéliens soupçonnés d'avoir préparé des attentats en s'inspirant de l'idéologie du groupe extrémiste Etat islamique (EI). Les trois suspects âgés de 20, 26 et 32 ans, et habitants de la ville arabe israélienne de Taybeh (centre), ont été arrêtés courant septembre alors qu'ils projetaient d'incendier un stade où devait être donné un concert à l'occasion de la fête musulmane du Sacrifice, a indiqué le Shin Beth dans un communiqué.

•PORTUGAL-Religion-Catholique Environ 80.000 pèlerins ont assisté à la messe célébrée jeudi par le numéro deux du Vatican au sanctuaire catholique de Fatima, dans le centre du Portugal, où le pape François doit se rendre en mai prochain pour les commémorations du centenaire des apparitions de la Vierge. Le pape se rendra à Fatima pour "un pèlerinage marial à l'occasion du centenaire des apparitions", a confirmé à la presse le cardinal camerlingue, Pietro Parolin, sans donner de détails sur le programme de cette visite très attendue au Portugal.

THAÏLANDE-Politique

Mort du roi de Thaïlande, plus vieux monarque en exercice

AFP
(BANGKOK/Thaïlande)

Le roi de Thaïlande Bhumibol Adulyadej est décédé jeudi, après 70 ans d'un règne ayant fait de lui le plus vieux monarque en exercice, plongeant la Thaïlande dans une ère de grande incertitude en raison de son statut de père de la Nation. "Il est mort paisiblement à l'hôpital Siriraj", a annoncé un communiqué du palais royal. Un peu plus tard, toutes les chaînes de télévision se sont interrompues, présentant un écran gris et dans l'enceinte de l'hôpital où il était soigné des centaines de gens s'écrou-

laient en pleurs, a constaté une journaliste de l'AFP. Agé de 88 ans, le roi était considéré comme le seul ciment d'une nation très divisée politiquement. Il était monté sur le trône en 1946, après la mort inexplicable de son frère et beaucoup de Thaïlandais n'ont jamais connu d'autres souverains. Bhumibol Adulyadej, hospitalisé depuis deux années, quasiment en continu, notamment pour des infections pulmonaires et de l'hydrocéphalie, n'était pas apparu en public depuis près d'un an. Son fils, le prince Maha Vajiralongkorn, âgé de 64 ans, doit lui succéder sur le trône. Bien moins connu et vénéré par les Thaïlandais que son père, il vivait jusqu'ici la plupart du



Photo : AFP

Le Roi Bhumibol Adulyadej de Thaïlande décédé hier.

temps en Allemagne. Le prince, de formation militaire, notamment à l'Académie de Duntroon, en Australie, a un grade honorifique de général au sein de l'armée. Ces dernières années, il a souvent remplacé son père

lors de cérémonies officielles mais ses prises de parole restent rarissimes. •STATUT DE DEMI-DIEU Bhumibol Adulyadej avait un statut de demi-dieu en Thaïlande, héritage de décennies de culte de la personnalité. Chez les particuliers, dans les administrations, dans les écoles, ses portraits sont omniprésents à travers le pays et le culte de la personnalité a encore été renforcé depuis le coup d'Etat militaire du 22 mai 2014. Le roi, la reine, l'héritier et le régent sont protégés par une loi réprimant les crimes de lèse-majesté parmi les plus sévères au monde. Depuis l'arrivée au pouvoir de la junte, les poursuites se sont multipliées et les sentences alourdies.

En août 2015, un homme a été condamné à 30 ans de prison et une femme à 28 ans après avoir publié sur Facebook plusieurs messages jugés insultants pour la famille royale. Les dix dernières années de son règne ont été marquées par une très grande instabilité politique. Elites ultra-royalistes (identifiées comme les "jaunes", la couleur de la royauté) et partisans de l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra (qui ont pour symbole le rouges) s'affrontent. Le dernier coup d'Etat d'une longue série a été réalisé au nom de la sauvegarde de la monarchie par une armée soucieuse de verrouiller la scène politique à l'approche de la succession.

CENTRAFRIQUE-Troubles

30 morts dans les violences de mercredi

AFP
(BANGUI/Centrafricaine)

Les violences de mercredi en Centrafrique ont fait 30 morts et 57 blessés, a annoncé jeudi la Mission des Nations unies pour la Centrafrique (Minusca) qui révèle que ses Casques bleus ont tué douze assaillants. "La Minusca déplore que cette violence ait provoqué la mort de 30 personnes, à ce jour, et 57 blessés, dont la majorité reçoit des soins

appropriés dans ses structures médicales", selon un communiqué publié au lendemain des affrontements à Kaga-Bandoro (centre). Les violences ont commencé après la mort d'un milicien ex-séléka qui tentait avec trois autres de voler le groupe électrogène d'une radio locale. "Il s'en est suivi une réaction disproportionnée d'éléments ex-seleka. Ces derniers s'en sont pris aux populations civiles, y com-

pris les déplacés internes retranchés à l'évêché. Les violences ont également visé les autorités préfectorales, et donné lieu à des pillages contre des ONG et des agents des Nations unies", accuse la Minusca, qui est forte d'environ 12.000 hommes. "Les Casques bleus ont immédiatement réagi pour repousser les assaillants, entraînant la mort de douze d'entre eux", ajoute la Minusca. Les responsables humani-

taires et la ministre des Affaires sociales, Virginie Baïkoua, ont condamné à l'unisson dans des communiqués "les attaques contre les déplacés et les actes de représailles envers les populations civiles". "A Kaga-Bandoro seul, la réduction de l'espace humanitaire a privé au moins 200 000 personnes d'assistance. Dans la région, l'insécurité alimentaire affecte 120.000 personnes et 73.206 personnes sont toujours déplacées",

s'alarme dans un communiqué le bureau des Nations unies pour la coordination des Affaires humanitaires. La Centrafrique peine à se relever du chaos de la guerre civile provoquée en 2013 par le renversement de l'ex-président François Bozizé par des rebelles séleka ("coalition" en sango) majoritairement musulmans, entraînant une contre-offensive des milices antibalaka majoritairement chrétiennes.